



## NUCLEAIRE

Suite au redémarrage le 18 décembre du réacteur Dampierre 3, l'un des sept concernés par une teneur élevée en carbone dans les fonds des générateurs de vapeur, Greenpeace a affirmé que « ces redémarrages sont effectués alors que tous les tests destructifs nécessaires n'ont pas été réalisés ». « Il est impossible d'affirmer que les exigences de sûreté aient été remplies » a-t-elle ajouté. L'ONG dit étudier « tous les moyens, notamment juridiques, d'arrêter ces réacteurs dangereux jusqu'à ce que les essais aient été entièrement réalisés et que les résultats aient été publiés » (Enerpresse).

Dans le cadre du programme de Grand Carénage, EDF va investir environ deux milliards d'euros sur le site de Chooz (Ardennes). Quelques 34 millions seront consacrés aux travaux dits tertiaires, 700 millions aux travaux de sûreté post-Fukushima, 35 millions aux opérations de maintenance et 1,4 milliard dans le cadre du Grand Carénage (2018-2020) (L'Usine Nouvelle).

Le 17 décembre, EDF a annoncé un nouveau calendrier pour les arrêts des deux derniers réacteurs dans le cadre d'une demande de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Tricastin 2 va s'arrêter du 31 décembre au 23 janvier 2017 et Civaux 1 du 1<sup>er</sup> au 7 janvier 2017.

Le 15 décembre, Areva a reçu les offres d'investisseurs stratégiques pour une prise de participation de 500 millions d'euros, soit 10 % du capital de NewCo, la nouvelle entité du groupe dédiée au cycle de combustible. Selon des sources proches du dossier citées par l'AFP, il s'agirait des groupes japonais JNFL et Mitsubishi Heavy Industries (MHI).

## INTERNATIONAL

Le gouvernement japonais a décidé de mettre fin aux activités du réacteur expérimental à neutrons rapides de Monju, rapporte le journal

Asahi Shimbun, relayé par Enerpresse. Au total, ce prototype aura fonctionné 250 jours en 22 ans pour un coût de 8,2 milliards d'euros.

Les deux assemblées parlementaires allemandes, le Bundestag et le Bundesrat, viennent de voter le projet de loi visant à organiser les coûts du démantèlement des centrales nucléaires et de la gestion des déchets. Les exploitants des centrales devront verser 23,6 milliards d'euros à un fond public pour couvrir ces coûts tandis que la responsabilité du stockage des déchets reviendra à l'Etat (Le Journal de l'Environnement).

Le groupe public indien NTPC va investir 7,07 milliards d'euros afin de remplacer ses anciennes centrales à charbon âgées de plus de 25 ans, représentant une puissance cumulée de 11 GW.

## ELECTRICITE

Selon BFM Business, une enquête interne à EDF, commandée par la Direction, révèle que les salariés n'ont plus confiance dans leur Entreprise. Depuis 2012, « myEDF » prend le poul des salariés du Groupe. Cette année, il s'avère que seulement 53 % des salariés ont encore confiance dans l'avenir d'EDF, contre 74 % en 2015 et 81 % en 2012.

Le 19 décembre, le p-dg d'EDF, J.B. Lévy, a affirmé que la baisse de rentabilité d'EDF en 2017, ne nécessitera pas de relever le montant de l'augmentation de capital de 4 milliards d'euros que le groupe compte lancer en début d'année.